

Liban

L'ONU n'exige pas de cessez-le-feu



Le ministre libanais des Affaires étrangères, Nouhad Mahmoud

Le Conseil de sécurité de l'ONU n'exige pas de cessez-le-feu au Liban.

Il s'est réuni d'urgence, vendredi matin, à la demande du gouvernement libanais. Beyrouth réclamait une intervention de l'ONU pour arrêter l'offensive entreprise mercredi par Israël à la suite de l'enlèvement de deux soldats israéliens par le Hezbollah libanais.

Au terme de la réunion, le président du Conseil de sécurité, le Français Jean-Marc de La Sablière, a lu une très courte déclaration soutenant la mission de haut niveau dépêchée dans la région par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Le texte demande aux États concernés de coopérer avec les émissaires des Nations unies

dépêchés sur le terrain.

Les pays membres du Conseil de sécurité n'ont même pas réussi à s'entendre sur la manière de caractériser l'offensive israélienne au Liban.

La mission onusienne est arrivée vendredi soir au Caire.

Les trois conditions d'Israël



Le Conseil de sécurité de l'ONU

Tel-Aviv avait posé trois conditions à un arrêt de ses opérations au Liban: la libération des deux militaires kidnappés, l'arrêt des tirs de roquettes et l'application d'une résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU sur le désarmement du Hezbollah.

Adopté le 2 septembre 2005 à l'initiative des États-Unis et de la France, la résolution 1559 demande entre autres au gouvernement libanais de dissoudre les milices libanaises, en référence au Hezbollah pro-iranien, et d'étendre son contrôle à l'ensemble du territoire du pays.

« Si ces conditions sont remplies, nous sommes prêts à coopérer avec une délégation des Nations unies » attendue dans la région, a déclaré le porte-parole du gouvernement israélien, Miri Eisin.

La porte-parole a souligné que, malgré les critiques émises à l'endroit d'Israël, il n'y a pas de pressions internationales l'empêchant de poursuivre ses opérations.

Les réactions diffèrent



Les États-Unis ont refusé de condamner fermement l'intervention israélienne et ont fait porter la responsabilité de la crise essentiellement sur la Syrie et l'Iran. Jeudi, la secrétaire d'État Condoleezza Rice a tout de même demandé à l'État hébreu de faire preuve de retenue dans son offensive au Liban.

La Commission européenne s'est pour sa part déclarée « choquée par l'envergure de



Condoleezza Rice (archives)

la violence des deux côtés ». La France et la Russie ont dénoncé l'offensive israélienne, Paris jugeant qu'il s'agissait d'une « action de guerre disproportionnée ».

Le président français Jacques Chirac s'est déclaré « consterné par ce qui se passe actuellement au Proche-Orient », et s'est demandé s'il n'y avait « pas une volonté de détruire le Liban ». Il a également dénoncé le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais ainsi que les pays qui les soutiennent dans la région.

Le premier ministre canadien a clairement pris position en faveur de l'État d'Israël. Actuellement en tournée européenne, Stephen Harper a déclaré que l'État hébreu avait le droit de se défendre contre les attaques du Hezbollah.

À l'issue d'une rencontre en Égypte, le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Abdallah II de Jordanie ont pour leur part réclamé des efforts internationaux pour contenir le conflit et prévenir une escalade dans la région.

Les dirigeants de l'Égypte et la Jordanie, les deux seuls États arabes ayant reconnu Israël, ont aussi condamné vendredi les opérations israéliennes, mais aussi dénoncé l'« aventurisme ne servant pas les intérêts arabes », faisant allusion aux actions du Hezbollah.

Les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe doivent se réunir samedi au Caire, en Égypte. La crise au Liban sera également au coeur des discussions lors du sommet du G8 qui se tiendra à partir de samedi à Saint-Petersbourg, en Russie.